



Newsletter Bimensuelle

ADEC-NS

Le 28 janvier 2013
N°2

ACTUALITE INTERNATIONALE

L'Arctique : une région d'avenir pour l'Union européenne et l'économie mondiale **Selon Damien Degeorges : docteur en sciences politiques, fondateur de l'Arctic Policy and Economic Forum**

- "L'arctique n'est pas seulement un enjeu climatique, il est également un enjeu économique et stratégique. C'est le point de rencontre entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie.

- L'Union européenne peut jouer un rôle important si elle fait les efforts nécessaires pour se rapprocher du Groenland qui aspire à l'indépendance.

L'Arctique : nouvelle frontière des relations internationales

- Le réchauffement climatique fait passer de périphérie à centre névralgique l'Océan arctique par la création d'une nouvelle voie de communication entre l'Europe, l'Asie et l'Amérique. Elle raccourcirait la distance entre les principaux pôles de l'économie mondiale de 40%.

- Le statut d'observateur permanent au sein du Conseil de l'Arctique est désormais un enjeu stratégique pour les Etats qui n'en sont pas membres. En 2012, on comptait 6 Etats en sa possession (France, Allemagne, Pologne, Royaume-Uni, Pays-Bas et Espagne). La Commission européenne et la Chine souhaiteraient l'obtenir également dans un avenir proche.

- La perception des enjeux liés à l'Océan arctique a subi une modification profonde depuis le début du XXIème siècle. En sus des voies de navigation potentielle, le changement climatique induit la possibilité d'accéder à de nouvelles ressources naturelles ainsi qu'au déplacement des ressources halieutiques. Cela pose également des soucis quant à l'attribution de la souveraineté sur ces territoires nouveaux, enjeu clé de la répartition des richesses provoquée par la nouvelle situation climatique.

- D'un point de vue géopolitique, les « petits Etats de l'Arctique » comme la Norvège, la Suède, le Danemark, et la Finlande voient leur influence croître considérablement de par la proximité nouvelle qu'ils entretiendront avec l'Asie orientale notamment.

L'Union européenne : acteur mal compris de l'Arctique

- Depuis 2002, l'Union européenne sous l'impulsion de la Présidence danoise du Conseil de l'Union européenne a placé l'Arctique au sommet de ses priorités. Elle se voit progressivement transférer par les Etats des compétences qui concernent l'Arctique. En outre, son implication dans la recherche polaire devrait lui permettre d'obtenir un statut d'observateur permanent au Conseil de l'Arctique à l'instar des Etats le possédant déjà.

- Les évolutions politiques touchant le Groenland sont à surveiller pour l'UE. Il est impératif pour la communication arctique de l'UE de se rapprocher de ce futur acteur majeur de la zone.

- La stratégie européenne concernant cette aire géographique reste toutefois fortement influencée par les politiques nationales des différents Etats.

Le Groenland et l'Union européenne : enjeux d'une relation approfondie

- En 1973, le Groenland n'a pas souhaité rejoindre le Marché unique en compagnie du Danemark. En dépit de ce choix, il devient, malgré tout, membre de l'Union européenne.

- En 1979, le Groenland a obtenu un statut d'autonomie interne consécutivement à ce désaccord. Par conséquent, il a quitté le marché commun en 1985.

- En 2009, il a obtenu une autonomie renforcée. Celle-ci représente la dernière étape du processus institutionnel pouvant mener à l'indépendance du territoire. Depuis le dépôt de la candidature de l'Islande à l'Union européenne, certaines voix s'élèvent pour le choix d'une intégration à une puissance partiellement supranationale pour accompagner le nouvel état dans sa consolidation. En 2012, le chef du Gouvernement groenlandais a jugé « très stupide » que le Danemark ne fasse pas partie de la zone euro. Cette déclaration semble montrer l'intérêt du Groenland pour cette institution qui pourrait l'aider considérablement à la formation des élites.

ADEC-NS

4, rue
Claude Chappe
31500 Ramonville St Agne



Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 - 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr

ACTUALITE INTERNATIONALE

- Ce territoire, quatre fois plus vaste que celui de la France, recèle d'importantes ressources énergétiques, minières et aquatiques qui représentent un potentiel de développement considérable mais dispose également d'une situation géographique en tout point stratégique entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

- La gestion des ressources naturelles est depuis 2010 le seul apanage de l'autorité autonome dirigeant le territoire groenlandais. La faiblesse de la population (44 000 habitants seulement), le nombre réduit de personnes composant l'élite politique locale (44 dont 9 ministres, 31 parlementaires et 4 maires) ainsi que la méconnaissance des enjeux internationaux font de l'éducation le point focal du développement du territoire local. Un groupe de 25 personnes peut à lui seul favoriser les intérêts d'un Etat ou d'une entreprise ayant mis en œuvre une politique de lobbying par l'absence d'informations pertinentes.

- L'approvisionnement en *terres rares*, groupe de métaux permettant une émission réduite de CO₂, a fait l'objet d'une déclaration d'intention concernant une coopération dans le domaine de la gestion des matières premières entre l'UE et le Groenland en 2012. La concurrence chinoise dans ce domaine exerce une pression sur l'UE qui se doit de répondre aux attentes de son partenaire sous peine de voir ce secteur, dont elle est totalement dépendante du point de vue de l'approvisionnement, lui échapper.

- La sensibilité géopolitique de cette région faisant office de carrefour entre les aires géographiques les plus dynamiques sur le plan économique dans le monde rend impérieuse la stabilisation de l'économie de ce pays. L'expérience de la crise financière de 2009 en Islande est un argument de plus en faveur de cette entreprise. La satellisation de cet Etat clé de l'Arctique par un Etat extérieur à cette région ferait peser une menace considérable sur l'équilibre régional et mondial.

Conclusion

- La fonte des glaces va mettre davantage en évidence cette zone qui permettra d'accélérer encore plus le processus de globalisation actuel en réduisant l'unité de distance et donc de temps séparant les pôles les pôles les plus importants de cette dynamique.

- La recherche stratégique semble être le moyen le plus intelligent pour acquérir une influence réelle sur la zone. Seule celle-ci permettra à l'UE de maintenir la sécurité énergétique de l'industrie européenne.

- Par la stabilisation économique du Groenland et son éventuelle adhésion à l'UE, l'institution compterait une majorité absolue au sein du Conseil Arctique et verrait ainsi son influence croître considérablement à l'échelle globale.

Source : www.robert-schuman.eu



ADEC-NS

4, rue
Claude Chappe
31500 Ramonville St Agne



Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr

La recette anti-crise de l'économie polonaise

C'est ce qui s'appelle tirer son épingle du jeu. Alors que ses voisins se débattent toujours avec la crise, la Pologne est le seul pays de l'Union européenne (UE) – membre depuis 2004 – à ne pas connaître de récession depuis fin 2008, enregistrant une croissance cumulée de 15,8 % entre 2008 et 2011, de loin la plus forte d'Europe. Déjà, en 2009, en pleine crise mondiale, elle était le seul Etat membre à connaître une croissance positive, coiffant même au poteau l'ensemble des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à 1,7 %.

A cette époque, les ménages et les entreprises des pays de l'Est, particulièrement la Hongrie et la République tchèque, étaient fortement endettés en devises étrangères, ce qui n'était pas le cas de la Pologne. *"Résultat, la monnaie des premiers s'est effondrée, décuplant le montant de l'endettement et des mensualités de remboursement, quand celle de la Pologne s'est simplement affaiblie. Le pays a alors pu profiter du gain de compétitivité lié à toute dépréciation de monnaie, sans subir pour autant une explosion de l'endettement privé"*, explique Marion Cochard, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Hors Europe, un nouveau relais de croissance est en train de se dessiner. Pékin fait désormais les yeux doux à Varsovie, quand elle préférerait jusqu'alors sa consœur hongroise. La signature, en décembre 2011, d'un accord de partenariat stratégique entre les deux pays a permis de doper les investissements chinois. Une manière pour l'Empire du milieu de muscler sa stratégie de pénétration des marchés européens via l'Europe orientale : les investissements chinois y ont été multipliés par 18 entre 2004 et 2010.

La consommation intérieure , moteur de croissance

Côté exportations, la Pologne bénéficie d'un atout de taille pour les rendre plus compétitives : avoir sa propre monnaie, le zloty, qui permet au gouvernement d'agir sur le marché des devises en le laissant flotter au gré de ses besoins. Au cas où *"le ralentissement [était] plus marqué qu'escompté, la Pologne disposera d'une marge de manœuvre pour amortir le choc en assouplissant les conditions monétaires"*, constate en effet l'OCDE. La banque centrale de Pologne (NBP) a d'ailleurs abaissé, début janvier, son principal taux directeur de 0,25 point, à 4 %. C'est le troisième mois consécutif qu'elle prend cette décision.

Pas question donc de se presser pour adopter la monnaie unique. Varsovie table sur 2015 pour respecter tous les critères de Maastricht. Un proche collaborateur du président Bronislaw Komorowski évoquait une potentielle adhésion au 1^{er} janvier 2016. Quoi qu'il en soit, le ministre des finances polonais, Jacek Rostowski, a prévenu en novembre : *"Nous avons la ferme intention d'être membre de la zone euro, une fois que celle-ci aura été réparée et que les faiblesses les plus fondamentales (...) auront été éliminées"*.

Pour Marion Cochard, c'est *"justement la durée de la crise en Europe qui va déterminer l'avenir économique de la Pologne. Pour l'instant, son économie a l'avantage d'être diversifiée et de reposer sur des dynamiques internes : la Pologne est à la fois le plus gros pays de l'Est, avec 38 millions d'habitants et donc un fort potentiel de consommation intérieure, et le moins ouvert, c'est-à-dire qui dépend le moins de ses exportations. Elle est donc moins exposée aux risques de contagion de la crise"*. La part des exportations ne représente en effet que 46 % du PIB polonais contre 77,5 % pour la République tchèque et 94,8 % pour la Hongrie.

Concilier austérité et croissance

Moteur de croissance du pays, la demande intérieure commence toutefois à caler sous l'effet de la politique d'austérité, cocktail – devenu presque désuet au sein de l'Europe – de réduction des revenus dans le secteur public, de gel des retraites et de coupes dans les investissements d'Etat. Une tendance qui va peiner à s'inverser, face à la montée du chômage. Il a atteint en novembre 12,9 % de la population active, comparé à 12,5 % en octobre.

"Cependant, étant donné que sa politique de rigueur est mesurée, et qu'elle arrive à réduire à ce rythme l'endettement public, la Pologne a l'avantage de ne pas tomber dans le cercle vicieux de l'austérité, à l'instar de ses voisins européens", souligne M^{me} Cochard. Ce qui fait la fierté de Radek Sikorski, le ministre des affaires étrangères polonais. *"Notre exemple montre qu'on peut concilier [l'austérité et la croissance]. La Pologne est dans une situation heureuse car elle connaît la plus forte croissance d'Europe (...) tout en diminuant l'endettement, qui représente 52 % du produit intérieur brut"*. En témoignage notamment le résultat du rapport "Doing Business 2013", qui compare la facilité à réaliser des affaires dans 185 pays, présenté par la Banque mondiale fin octobre. La Pologne est le pays qui a le plus amélioré son climat des affaires.

Source : www.lemonde.fr



Géopolitique : Et si la Roumanie devenait le grenier de l'Europe ?

Dans un contexte de crise mondiale, la bataille pour les ressources va encore s'accroître en 2013. Alors que l'UE se tourne vers la Russie pour ses besoins énergétiques, l'un des ses pays membres pourrait l'approvisionner en produits agricoles. A condition que les Roumains prennent conscience de leurs atouts.

Ce ne sera pas une année facile. Le contexte est celui d'une crise mondiale qui a creusé encore davantage les fossés traditionnels Nord-Sud et Est-Ouest, et qui a révélé l'absence de solutions alternatives globales. Les seules qui ont fonctionné tant bien que mal (ou du moins ont apporté un espoir d'amélioration) sont les solutions à l'échelle régionale, ou dans le cadre d'alliances traditionnelles qui tentent de sauver leur maigre pouvoir, le meilleur exemple en étant l'Union européenne et son effort de survie centré sur les pays de la zone euro.

Les Européens vivent leur plus grand dilemme existentiel, qui, d'une manière ou d'une autre, trouvera un début de résolution durant cette année 2013. L'UE est dépendante des ressources russes à hauteur d'environ 60%, pourcentage qui pourrait croître considérablement en cas de conflit bloquant temporairement l'accès aux ressources du Moyen-Orient. Elle est également dépendante des importations de céréales et de viande d'Amérique du Sud, fournisseur stratégique et encore peu coûteux, mais qui peut changer de comportement maintenant que le Mercosur est confirmé dans la position d'acteur majeur sur le marché international de pouvoir.

L'agriculture comme levier géopolitique

Il est probable que l'Europe continue à considérer la Russie comme un partenaire stratégique dans la résolution des problèmes énergétiques, et peut-être arrivera-t-elle à trouver un moyen de profiter du marché africain des ressources. Mais l'année 2013 sera marquée par une bataille féroce pour les matières premières agricoles et la fourniture de viande.

Il se peut que tout cela constitue une opportunité pour la Roumanie, un pays qui, du moins en théorie, pourrait produire une proportion importante de la demande européenne en produits agricoles. Ce serait une erreur historique de ne pas profiter (comme nous l'avons obstinément fait ces 5 dernières années) des nombreux arguments que nous pourrions faire valoir auprès de Bruxelles, opportunités inscrites dans la Politique Agricole Commune. Je ne plaide pas pour une Roumanie qui soit seulement le grenier de l'Europe, mais pour une Roumanie qui sache en faire un levier de politique étrangère. Mais peut-être ne le voulons-nous pas, auquel cas, bien évidemment, les choses deviennent beaucoup plus simples. Nous restons comme nous sommes et nous en payons le prix.

Mauvaises herbes

Alors que chez nous, de vastes terrains sont laissés en proie aux mauvaises herbes depuis plus d'une décennie, alors que nous sommes devenus un pays de plus en plus dépendant des coûteuses importations dans tous les domaines de la production agricole, les Européens cherchent des formules pour obtenir des produits agricoles bon marché et qui respectent l'environnement. C'est justement ce que nous pourrions fournir, à bon prix, si seulement nous savions ou si nous voulions promouvoir ce que nous avons en ce moment-même, tout en investissant dans un système national de petites exploitations, soutenu par une Banque nationale de crédit agricole.

Dans ce domaine sera menée l'une des batailles les plus impitoyables de l'année 2013 et, le comble, nous aurions des chances de faire partie des gagnants, car l'autre grand bassin agricole, l'Ukraine, est plombé par de gros problèmes politiques et n'aurait pas, comme nous, l'avantage de faire partie de l'UE.

Source : www.adevarul.ro

